

## RESULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2013<sup>1</sup>

**Poursuite de la mise en œuvre de la stratégie à un rythme soutenu**

**Résultat opérationnel récurrent<sup>2</sup> de 539 M€ en hausse de 28%**

**Résultat net récurrent part du groupe de 131 M€ contre 18 M€ au S1 2012**

**Objectifs à fin 2013 confirmés**

- **Performances en ligne avec la trajectoire de redressement et de croissance rentable :**
  - Amélioration de l'évolution du chiffre d'affaires au T2 2013 (-1% au T2 après -3% au T1 2013 à périmètre et change constants)
  - Bonne résistance de la capacité d'autofinancement opérationnelle au T2 2013 : +0,5% à change constant hors coûts de restructuration, après une décroissance de 7% au T1 2013
  - Résultat opérationnel récurrent en hausse de 28% à 539 M€
  - Résultat net récurrent part du groupe de 131 M€ contre 18 M€ au S1 2012.
- **Effets positifs de la mise en œuvre du plan de transformation :**
  - Réduction de l'endettement financier net à 10 Mds€ au 30 juin
  - Réductions de coûts nets de 74 M€ au cours du semestre
  - Nouvelle organisation géographique depuis juillet 2013
  - Conquête commerciale dynamique, auprès des industriels et dans des géographies en croissance
  - Renforcement en cours de la position et des activités de Veolia en Amérique Latine.

### Chiffres clés du premier semestre 2013<sup>3</sup>

Chiffre d'affaires : 11,1 Mds€	Cessions : 292 M€
Capacité d'Autofinancement Opérationnelle : 930 M€	Free Cash Flow positif : +556 M€
Résultat opérationnel récurrent : 539 M€	Endettement financier net : 10 Mds€
Résultat net récurrent part du groupe : 131 M€	Endettement financier net ajusté : 6,7 Mds€
Résultat net part du groupe : 4 M€	Levier EFN ajusté : x3,1

*Pour Antoine Frérot, Président-Directeur général du Groupe : « Les résultats du premier semestre reflètent les premiers effets de la stratégie mise en œuvre depuis 18 mois. Ils s'inscrivent pleinement dans la trajectoire de redressement et de croissance rentable visée par le Groupe. La maîtrise des risques opérationnels, grâce aux opérations de recentrage, et les actions de productivité permettent d'enregistrer une très forte progression du résultat opérationnel récurrent, en hausse de 28%, en dépit d'un environnement économique défavorable. Au plan commercial, plusieurs succès significatifs sur nos cibles de développement ont été enregistrés, en particulier auprès des clients industriels. Au vu des progrès réalisés au cours du semestre, nous sommes confiants dans l'atteinte de nos objectifs de moyen et long terme. »*

<sup>1</sup> La clôture semestrielle 2013 est marquée par l'application anticipée des normes IFRS 10, 11 et 12 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. L'application de ces normes a un impact significatif sur la présentation des Etats financiers consolidés puisque les co-entreprises détenues par le groupe, auparavant consolidées en intégration proportionnelle sont dorénavant mises en équivalence. Le Groupe a ainsi procédé à un retraitement des comptes au 30 juin 2012. Par ailleurs pour assurer la comparabilité des exercices les comptes du 1<sup>er</sup> semestre 2012 ont été retraités des cessions en cours ou réalisées : voir page 13 de ce communiqué de presse

<sup>2</sup> Y compris quote-part de résultat net des co-entreprises et des entreprises associées

<sup>3</sup> Voir définitions page 14 de ce communiqué de presse

- **Chiffre d'affaires de 11 074 M€ contre 11 448 M€ au 30 juin 2012 retraité**
  - **Eau : activité en retrait de 3,7% à périmètre et change constants à 5 000 M€**

Exploitation stable à périmètre et change constants : indexation favorable mais ralentissement ponctuel de la partie travaux dans certains contrats, baisse des volumes et érosion contractuelle en France. Bonne tenue des opérations en Europe Centrale et Orientale, démarrage de contrats aux Etats-Unis.

Technologies et Réseaux (-10,4% à périmètre et change constants) : achèvement de contrats Design & Build à l'international et effet climat défavorable en France. Prises de commandes en hausse 23%.
  - **Propreté : repli du chiffre d'affaires de 3,0 % à périmètre et change constants à 3 985 M€ Sensible amélioration au T2 (-1,4% contre -4,6 % au T1)**

Poursuite de l'effet défavorable des prix et volumes des matières recyclées.

Effet volumes / niveau d'activité ramené à -1,1% au 1er semestre contre -3,5% au T1.
  - **Services à l'Energie : +4,4% à périmètre et change constants à 1 972 M€**

Hausse des prix des énergies et effet climat favorable.
- **Capacité d'autofinancement opérationnelle de 930M€ contre 1 006 M€ au 30 juin 2012 retraité**
  - Eau : décroissance de 3,2% à change constant avec une stabilité dans l'Exploitation.
  - Propreté : baisse de 6,7% à change constant avec une nette amélioration au T2.
  - Energie : quasi-stabilité malgré l'arrêt des cogénérations au gaz.
- **Forte progression du résultat opérationnel récurrent : 539 M€ contre 419 M€ au 30 juin 2012 retraité, soit +29,2 % à change constant.**
  - Forte contribution des co-entreprises et entreprises associées, principalement grâce à Dalkia International, intégrant au 1<sup>er</sup> semestre 2012 89 M€ de dépréciations de créances et de charges à payer en Italie.
  - Effet favorable du Plan de réduction de coûts, net des coûts de mise en œuvre
  - Effet positif de la fermeture du régime de retraite spécifique des cadres dirigeants.
- **Résultat net récurrent part du groupe : 131 M€ contre 18 M€ au 30 juin 2012 retraité**
  - Le résultat net récurrent part du groupe bénéficie de la forte hausse du résultat opérationnel récurrent.
  - Le résultat net part du groupe s'établit à 4 M€ contre 162 M€ en 2012 , du fait de la dépréciation du goodwill de la Propreté en Allemagne, des charges de restructuration du plan de départs volontaires de VE SA et des coûts du programme de rachat anticipé d'emprunts obligataires afin d'optimiser la position de cash du Groupe.
- **Endettement financier net en baisse : 10 Mds€ au 30 juin 2013 contre 10,8 Mds€ au 31 décembre 2012 retraité.** L'endettement financier net ajusté s'établit à 6,7 Mds€ contre 7,8 Mds€ au 31 décembre 2012 retraité.

## RESULTATS 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2013<sup>4</sup>

Au 1<sup>er</sup> semestre 2013, après un début d'année difficile, les performances opérationnelles, bien que contrastées, résistent dans un contexte de contraction de l'activité en Europe.

Le Groupe poursuit l'accélération de la mise en œuvre de sa stratégie au travers d'un plan de transformation et de réduction de coûts et d'un vaste programme de recentrage de ses activités.

### Plan de transformation de l'organisation et réduction des coûts

Le 8 juillet 2013, dans le cadre de la transformation de Veolia Environnement, la nouvelle organisation du Groupe a été annoncée. Elle s'inscrit pleinement dans la stratégie mise en œuvre depuis deux ans, visant à faire de Veolia Environnement « l'Industriel de l'Environnement » grâce à son expertise des problématiques environnementales d'ampleur dans l'Eau, la Propreté et les Services à l'Energie.

Cette nouvelle organisation repose sur deux avancées majeures : l'intégration des activités Eau et Propreté par pays sous l'autorité d'un dirigeant unique et la création de deux nouvelles directions fonctionnelles, l'une dédiée à l'Innovation et aux Marchés, l'autre à la Technique et la Performance.

A l'exception des activités intégrées mondialement, de la France et de Dalkia, les activités seront désormais intégrées au sein de chaque pays, avec des directeurs pays en charge conjointement des activités Eau et Propreté. Le pilotage intégré et direct du Groupe, assuré par le Directeur des Opérations, sera organisé en neuf regroupements de pays, ces derniers représentant l'échelon primaire d'allocation des ressources.

Une organisation spécifique regroupera les entreprises de spécialité mondiale, dont les marchés sont largement globalisés.

Dalkia, filiale de Veolia Environnement et EDF, conservera son organisation actuelle mais a vocation à intégrer le même schéma organisationnel à terme.

Au-delà du plan annuel de productivité opérationnelle, l'objectif de réductions de coûts nets (Convergence) a été porté en mai 2013 de 470 millions d'euros à 750 millions d'euros à horizon 2015 par rapport à 2011. Cette augmentation de 280 millions d'euros se décline de la façon suivante : 70 millions d'euros au titre du renforcement des efforts de mutualisation et rationalisation des systèmes d'information, 100 millions d'euros au titre des achats et 110 millions d'euros à travers des projets d'efficacité dans les métiers et les sièges.

### Politique de recentrage des activités

Le Groupe continue la mise en œuvre de sa stratégie, notamment :

- par la cession des activités européennes d'Eolfi réalisée le 28 février 2013, faisant suite au protocole d'accord signé avec Asah le 21 janvier 2013 pour une valeur de titres 23,5 millions d'euros ;
- par la cession le 21 juin 2013, à Beijing Enterprises Water Group, de sa filiale Veolia Eau au Portugal (Compagnie Générale des Eaux du Portugal – Consultadoria e Engenharia) pour une valeur d'entreprise de l'ordre de 91 millions d'euros ;
- et par l'introduction en bourse sur le marché d'Oman de 35% des parts de la société Sharqiyah Desalinisation Company le 29 juin 2013. Suite à la mise sur le marché, cette entité est désormais consolidée en mise en équivalence au 30 juin 2013. L'impact sur l'endettement financier net du Groupe s'élève à -88,9 millions d'euros.

Au total les cessions financières (en valeur d'entreprise) et industrielles s'élèvent à 292 millions d'euros au 30 juin 2013.

Par ailleurs, d'autres opérations de cessions devraient se dénouer d'ici le 31 décembre 2013. Ces activités sont classées en activités non poursuivies au 30 juin 2013 :

- le 7 mars 2013, un accord a été signé avec le fonds d'investissement britannique Actis pour la cession des activités dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement et de l'électricité concédées au Maroc ;
- le 9 mai 2013, un accord entre Veolia ES Special Services et Harkand Global Holdings Limited (fonds américain) portant sur la cession de Marine Services a été signé ;
- au cours du second trimestre 2013, des discussions entre le Groupe et le Land de Berlin ont débuté afin de définir les modalités de désengagement total du Groupe dans le contrat des « Eaux de Berlin ».

<sup>4</sup> La clôture semestrielle 2013 est marquée par l'application anticipée des normes IFRS 10, 11 et 12 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. L'application de ces normes a un impact significatif sur la présentation des Etats financiers consolidés puisque les co-entreprises détenues par le groupe, auparavant consolidées en intégration proportionnelle sont dorénavant mises en équivalence. Le Groupe a ainsi procédé à un retraitement des comptes au 30 juin 2012. Par ailleurs pour assurer la comparabilité des exercices les comptes du 1<sup>er</sup> semestre 2012 ont été retraités des cessions en cours ou réalisées : voir page 13 de ce communiqué de presse

Par ailleurs, le Groupe poursuit son processus de désengagement de Transdev Group, en concertation étroite avec son co-actionnaire, la Caisse des Dépôts et Consignations : ajustement de la stratégie industrielle, transfert à Veolia Environnement de la SNCM, objectif de structuration de bilan et stratégie de refinancement.

Dans le cadre des discussions sur l'évolution de l'actionnariat de Transdev Group, le Groupe et la Caisse des Dépôts et Consignations ont annoncé début juillet 2013 la prolongation de leur accord du 22 octobre 2012 jusqu'au 31 octobre 2013.

Au 30 juin 2013, l'avancée du processus de désengagement du Groupe de l'activité Transport se traduit par le maintien des activités de Transdev (hors SNCM) au sein des activités non poursuivies. La valeur de référence de la co-entreprise est identique à celle prise en compte au 31 décembre 2012 soit 400 millions d'euros à 100%.

## ACTIVITE ET DEVELOPPEMENT COMMERCIAL<sup>5</sup>

Chiffre d'affaires (en M€)					
Au 30 juin 2013	Au 30 juin 2012 retraité	Variation 2013/2012	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
11 073,8	11 448,3	-3,3%	-2,0%	-0,3%	-1,0%

### Activité

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe est en recul de 2% à périmètre et change constants (-3,3% en courant) à 11 073,8 millions d'euros au 30 juin 2013 comparé à 11 448,3 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité. Il démontre une certaine résistance notamment sur le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 : le 2<sup>ème</sup> trimestre à périmètre et change constants ressort en baisse de 1% contre 3% constatée au 1<sup>er</sup> trimestre 2013.

Ce recul du chiffre d'affaires peut s'analyser comme suit :

- dans la Division Eau par la baisse de l'activité Travaux partiellement compensée par l'effet favorable des hausses de tarifs en France et en Europe Centrale ;
- dans la Division Propreté, par un contexte macro-économique difficile se traduisant, d'une part, par une baisse des prix et des volumes des matières premières recyclées, et d'autre part par une baisse du niveau d'activité principalement en Europe ;
- et par la croissance de la Division des Services à l'Energie (de l'ordre de 58 millions d'euros comparé au 30 juin 2012 retraité) grâce à un effet favorable des conditions climatiques ainsi que des prix des énergies, dans un contexte commercial difficile.

L'effet périmètre du chiffre d'affaires au 30 juin 2013 est négatif à hauteur de -33,2 millions d'euros dont notamment 15,9 millions d'euros dans la Division Eau (impact essentiellement de la comptabilisation d'Azaliya en intégration globale à partir du 2 août 2012), et -52,4 millions d'euros dans la Division Propreté (résultant principalement des cessions des activités en Suisse et aux Pays-Baltes en 2012).

L'effet change, quant à lui, est de -109,1 millions d'euros et reflète essentiellement l'appréciation de l'euro par rapport au yen japonais (-35,5 millions d'euros), à la livre sterling (-32,0 millions d'euros), au dollar australien (-14,6 millions d'euros), et au dollar américain (-11,3 millions d'euros).

### Développement commercial

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, le Groupe a enregistré de nouveaux succès commerciaux dont :

- Le 31 janvier 2013, l'attribution par la ville de Rialto et sa société concessionnaire Rialto Water services à Veolia Water North America, filiale de Veolia Eau, de la gestion des réseaux de distribution d'eau et d'assainissement. Ce contrat de 30 ans, générera un chiffre d'affaires cumulé estimé à 300 millions d'euros.
- Le gain par Veolia ES Singapore filiale de Veolia Propreté du contrat de collecte et gestion des déchets ménagers et recyclables dans le quartier de Clementi Bukit Merah à Singapour. Ce contrat d'une durée de 7 ans et demi générera un chiffre d'affaires cumulé estimé à 220 millions de dollars de Singapour (soit environ 135 millions d'euros au taux du 30 juin 2013).
- Le 15 avril 2013 Veolia Eau s'est vu confier par QGC, filiale à 100% de BG Group, un contrat de gestion sur 20 ans de ses trois installations de traitement des eaux issues de la production de gaz de charbon situées dans le bassin de Surat, à l'est de l'Australie dans le Queensland. Ce contrat qui devrait générer

<sup>5</sup> Voir définitions page 14 du communiqué de presse

un chiffre d'affaires cumulé estimé à 650 millions d'euros, prévoit une option d'extension de 5 ans à son terme.

- Dalkia a annoncé le 29 avril 2013, le renouvellement de son contrat de gestion des installations de production et distribution de chaleur au bénéfice du quartier de Petrzalka de Bratislava. Ce nouveau contrat d'une durée de 20 ans générera un chiffre d'affaires cumulé estimé à 1,1 milliard d'euros sur la période 2019-2039.
- Veolia Eau a remporté, le 15 mai 2013, un contrat de 130 millions d'euros pour la construction de trois unités de traitement des eaux brutes et eaux usées pour le Groupe papetier chilien CMPC.
- Première société britannique de gestion des services d'eau et de traitement des eaux usées, Thames Water a confié le 31 mai 2013 à un consortium composé de Veolia Eau, Costain et Atkins, une importante tranche de son programme de rénovation des installations de production d'eau potable et de traitement d'eaux usées de Londres et de la vallée de la Tamise. Le volume d'affaires dévolu à Veolia Eau pourrait s'élever jusqu'à 450 millions de livres (530 millions d'euros) sur une période allant de 2015 à 2020.
- Le 2 juillet 2013, Marafiq a confié à Veolia Eau la conception, la construction et l'exploitation de la plus grande usine de dessalement à ultrafiltration et osmose inverse d'Arabie Saoudite. Ce contrat représente un chiffre d'affaires de 310 millions de dollars (232 millions d'euros) pour la partie conception-construction et 92 millions de dollars (69 millions d'euros) pour son exploitation sur 10 ans, avec une option d'extension de 20 ans supplémentaires.

### Acquisitions

Aucune acquisition significative n'est intervenue sur le premier semestre 2013.

Le Groupe a signé le 7 juin 2013 un accord avec Groupe Fomento de Construcciones y Contratas (FCC) en vue d'acquérir une participation complémentaire de 50% dans Proactiva Medio Ambiente. Le montant de l'opération s'élèverait à 150 millions d'euros et permettrait au Groupe de détenir 100% du capital de Proactiva.

### PERFORMANCES OPERATIONNELLES<sup>6</sup>

L'évolution de la capacité d'autofinancement opérationnelle est la suivante :

(en millions d'euros)	Capacité d'autofinancement opérationnelle			
	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité	Variation	
			en courant	change constant
Eau	430,3	446,3	-3,6%	-3,2%
Propreté	404,1	438,0	-7,8%	-6,7%
Services à l'Energie	154,9	157,1	-1,4%	-1,2%
Autres	-59,3	-35,0	-69,4%	-69,4%
CAF opérationnelle	930,0	1 006,4	-7,6%	
CAF opérationnelle à change 2012	936,7	1 006,4		-6,9%
Taux de marge de CAFOP	8,4%	8,8%		

La capacité d'autofinancement opérationnelle s'élève à 930,0 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 1 006,4 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité en retrait de -6,9% à change constant (-7,6% en courant).

La variation de la capacité d'autofinancement opérationnelle sur le premier semestre 2013 est affectée :

- dans la division Eau, par l'érosion contractuelle en France, la baisse de la profitabilité de l'activité en Allemagne liée à l'impact défavorable des effets prix, et également par la dégradation du projet Hong Kongais de l'activité Technologies et Réseaux ;
- dans la Division Propreté, par le différentiel défavorable sur le prix des matières premières recyclées en France et en Allemagne, et à une pression sur les prix auprès des clients industriels dans un environnement concurrentiel difficile ;
- et également par l'impact du plan de départ volontaire de Veolia Environnement.

Elle bénéficie en revanche :

- de la contribution positive, nette des coûts de mise en œuvre, des plans d'économie ;

<sup>6</sup> Voir définitions page 14 du communiqué de presse

- du Crédit d'Impôt pour le Compétitivité et l'Emploi (CICE) compensé partiellement par l'augmentation du forfait social ;
- de la progression des activités de la Division Eau en Europe Centrale et Orientale liée aux hausses tarifaires, ainsi que par la bonne tenue des contrats industriels aux Etats-Unis ;
- et du retournement des difficultés opérationnelles et des coûts de restructurations afférents.

L'effet de change est limité à -6,7 millions d'euros sur la capacité d'autofinancement opérationnelle et concerne essentiellement la Division Propreté (livres sterling et dollars australien).

L'évolution du résultat opérationnel récurrent se détaille comme suit :

(en millions d'euros)	Résultat opérationnel récurrent*			
	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité	Variation (en %)	Variation change constants (en %)
Eau	230,6	238,1	-3,2%	-3,2%
Propreté	157,8	165,8	-4,8%	-3,3%
Services à l'Energie	176,7	65,2	171,1%	172,2%
Autres	-26,5	-49,8	46,8%	46,8%
Total	538,6	419,3	28,4%	
Total à change 2012	541,6	419,3		29,2%

\* y compris QP de résultat net récurrent des co-entreprises et des entreprises associées

**Le résultat opérationnel récurrent du Groupe** y compris la quote-part de résultat net récurrent des entités mises en équivalence, ressort à 538,6 millions d'euros contre 419,3 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité soit une amélioration de 29,2% à change constant et de 28,4% en courant.

L'évolution du résultat opérationnel récurrent s'explique principalement par :

- le retrait de la capacité d'autofinancement opérationnelle compensé par :
- la contribution positive des entités mises en équivalence (notamment Dalkia International) ;
- et la reprise de provisions retraites des hauts cadres dirigeants chez Veolia Environnement SA pour 40,3 millions d'euros.

La quote-part de résultat des entités mises en équivalence de 109,1 millions d'euros se décompose en :

- quote-part de résultat net des co-entreprises qui s'établit à 96,8 millions d'euros au 30 juin 2013 contre -42,9 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité. Cette évolution très favorable est principalement liée au redressement des opérations italiennes de Dalkia International (SIRAM) et au retournement des pertes de valeur des créances et des charges à payer en Italie constatées au 30 juin 2012 pour 89 millions d'euros et à la croissance de l'activité de Dalkia International en Europe Centrale et Orientale.
- et en quote-part des entreprises associées qui s'établit à 12,3 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 4,6 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité.

**Les coûts commerciaux, généraux et administratifs** représentent 1 422,1 millions d'euros contre 1 495,6 millions d'euros soit une baisse de 73,5 millions d'euros (-4,9% en courant). La baisse constatée intègre les effets de la politique de recentrage et du plan de réduction des coûts mis en œuvre par le Groupe depuis 2012.

**Le coût de l'endettement financier net** est de -305,6 millions d'euros au 30 juin 2013 contre -296,7 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité.

Il inclut une charge non récurrente de 43,0 millions d'euros liée au rachat de 699 millions d'équivalents euros de dettes obligataires réalisé en juin 2013.

**Au 30 juin 2013, la charge d'impôt** s'établit à -76,1 millions d'euros.

En France, conformément au planning fiscal, le Groupe fiscal Veolia Environnement a limité au 30 juin 2013, comme à la clôture de l'exercice précédent, la reconnaissance des impôts différés actifs au montant des impôts différés passifs.

Le taux d'impôt apparent s'élève à 106,1%. Au 30 juin 2013, le taux d'impôt s'affiche à 52,6% après retraitement des éléments ponctuels principalement constitués d'une perte de valeur sur le goodwill de l'activité Propreté en Allemagne et de charges non déductibles, ou dont la déduction fiscale n'a pu être retenue compte tenu des projections fiscales sur ces filiales.

**Le résultat des activités non poursuivies** s'élève à -16,4 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 211,3 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité et intègre les entités mises en équivalence des activités en cours de cession ou cédées.

Le résultat net de ces activités au 30 juin 2013 est principalement lié aux activités en cours de cession ou cédées :

- l'activité Eau au Maroc en cours de cession,
- des activités d'éclairage urbain « Citelum » dans la Division Services à l'Energie en cours de cession,
- les « Eaux de Berlin » en cours de cession,
- et les activités d'énergies éoliennes européennes cédées en février 2013.

**La part du résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle** représente 84,7 millions d'euros au 30 juin 2013, contre 28,3 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité. Son augmentation s'explique principalement par la progression des résultats de Dalkia International.

**Le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère** est de 3,6 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 162,2 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité. Le résultat net récurrent attribuable aux propriétaires de la société mère est de 131,1 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 17,8 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité.

Compte tenu du nombre moyen pondéré d'actions en circulation qui s'élève à 510,0 millions au 30 juin 2013 (dilué et non dilué) et 507,7 millions au 30 juin 2012 (dilué et non dilué), le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère y compris les coupons versés des titres super subordonnés (dilué et non dilué) par action ressort à -0,03 euro, contre 0,32 euro au 30 juin 2012. Le résultat net récurrent par action attribuable aux propriétaires de la société mère (dilué et non dilué) ressort à 0,22 euro au 30 juin 2013 contre 0,04 euro au 30 juin 2012 retraité.

## CASH FLOWS<sup>7</sup>

**La capacité d'autofinancement** s'élève à 988,6 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 1 154,1 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité dont 930,0 millions d'euros de capacité d'autofinancement opérationnelle (contre 1 006,4 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité), 50,8 millions d'euros de capacité d'autofinancement financière (contre 77,1 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité) et 7,8 millions d'euros de capacité d'autofinancement des activités non poursuivies (contre 70,6 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité).

Le Groupe poursuit une politique d'investissement sélective tout en préservant les investissements industriels à caractère contractuel ou nécessaires à l'outil industriel.

**Au 30 juin 2013, les investissements bruts** sont en retrait de près de 30% par rapport au 30 juin 2012, du fait d'une part des investissements réalisés sur le premier semestre 2012 (avec notamment le rachat de 6.9% de Veolia Voda en République Tchèque à la BERD pour 79 millions d'euros et la prise d'une participation de 10% dans le fonds d'investissements Affinity Water A pour 44 millions d'euros), et d'autre part, du fait de la réduction des investissements industriels.

**Les cessions** financières (en valeur d'entreprise) et industrielles s'élèvent à 292 millions d'euros au 30 juin 2013 et incluent notamment la cession des activités Eau au Portugal pour 91 millions d'euros. Pour mémoire, les activités Eau Régulé au Royaume-Uni étaient cédées sur le premier semestre 2012 pour un montant de 1 517 millions d'euros en valeur d'entreprise.

Au 30 juin 2013, le **free cash flow** (après paiement du dividende) s'élève à 556 millions d'euros contre 552 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité.

Le **free cash flow** au 30 juin 2013 reflète notamment:

- l'émission début janvier 2013 de titres super subordonnés à durée indéterminée, y compris coupons versés, de 1 454,0 millions d'euros ;
- la dégradation du Besoin en Fonds de Roulement de -749 millions d'euros,

Celle-ci résulte principalement :

- de l'incidence de la saisonnalité de l'activité du Groupe (la variation du BFR opérationnel au 30 juin 2012 retraité s'élevait à - 500 millions d'euros),
- d'un allongement, circonscrit à certaines activités, des délais d'encaissement des créances clients relatives aux collectivités publiques ;
- des modifications contractuelles de modalités de recouvrement et de règlement dans l'Eau, en France.

**L'endettement financier net** s'élève à 10 031 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 10 822 millions d'euros au 31 décembre 2012 dont un effet de change favorable de +160 millions d'euros

**L'endettement financier net ajusté** s'élève à 6 729 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 7 837 millions d'euros au 31 décembre 2012.

<sup>7</sup> Voir définitions page 14 du communiqué de presse

## OBJECTIFS ET PERSPECTIVES

Le Groupe confirme les objectifs modifiés lors de la présentation des comptes annuels 2012 compte tenu des nouvelles normes comptables qui imposent le passage des entités anciennement consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de mise en équivalence d'une part et de l'exécution plus rapide que prévu du programme de cessions d'autre part.

Pour la période 2012-2013, les objectifs du Groupe sont :

- de céder 6 milliards d'euros d'actifs<sup>8</sup>, y compris remboursement de prêts des co-entreprises liés à des cessions ;
- de réduire son endettement financier net entre 8 et 9 milliards d'euros et son endettement financier net ajusté (net des prêts aux co-entreprises) entre 6 et 7 milliards d'euros hors effet de change de clôture ;
- d'ajuster, face à la conjoncture économique, sa réduction de coûts en 2013 à 270 millions d'euros en brut et 170 millions d'euros en net, dont, en raison du nouveau traitement comptable des co-entreprises, 80% en résultat opérationnel ;
- et de verser un dividende en 2013 et en 2014 de 0,7 euro par action, au titre respectivement de l'exercice 2012 et de l'exercice 2013.

Après 2013, le Groupe vise, dans une conjoncture économique moyenne :

- une croissance organique de son chiffre d'affaires de plus de 3% par an ;
- une croissance de sa capacité d'autofinancement opérationnelle de plus de 5% par an ;
- un leverage ratio Endettement Financier Net Ajusté / (Capacité d'autofinancement + remboursement des actifs financiers opérationnels) de l'ordre de 3x, à +/-5% ;
- un taux de distribution en ligne avec la moyenne historique.

Au titre de 2015, le Groupe a augmenté ses objectifs de réduction de coûts à 750 millions d'euros d'impact net dont, en raison du nouveau traitement comptable des co-entreprises, 80% en résultat opérationnel.

### Avertissement important

Veolia Environnement est une société cotée au NYSE et à Euronext Paris et le présent document de presse contient des « déclarations prospectives » (*forward-looking statements*) au sens des dispositions du U.S. Private Securities Litigation Reform Act de 1995. Ces déclarations ne sont pas des garanties quant à la performance future de la Société. Les résultats effectifs peuvent être très différents des déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de risques et d'incertitudes, dont la plupart sont hors de notre contrôle, et notamment : les risques liés au développement des activités de Veolia Environnement dans des secteurs très concurrentiels qui nécessitent d'importantes ressources humaines et financières, le risque que des changements dans le prix de l'énergie et le niveau des taxes puissent réduire les bénéfices de Veolia Environnement, le risque que les autorités publiques puissent résilier ou modifier certains des contrats conclus avec Veolia Environnement, le risque que les acquisitions ne produisent pas les bénéfices que Veolia Environnement espère réaliser, les risques liés aux termes et conditions figurant habituellement dans les accords de cession, le risque que le respect des lois environnementales puisse devenir encore plus coûteux à l'avenir, le risque que des fluctuations des taux de change aient une influence négative sur la situation financière de Veolia Environnement telle que reflétée dans ses états financiers avec pour résultat une baisse du cours des actions de Veolia Environnement, le risque que Veolia Environnement puisse voir sa responsabilité environnementale engagée en raison de ses activités passées, présentes et futures, de même que les risques décrits dans les documents déposés par Veolia Environnement auprès de la U.S. Securities and Exchange Commission. Veolia Environnement n'a pas l'obligation ni ne prend l'engagement de mettre à jour ou réviser les déclarations prospectives. Les investisseurs et les détenteurs de valeurs mobilières peuvent obtenir gratuitement auprès de Veolia Environnement copie des documents enregistrés par Veolia Environnement auprès de la U.S. Securities and Exchange Commission.

Ce document contient des indicateurs non strictement comptables (« non GAAP ») au sens de la réglementation (notamment Regulation G adoptée par la Securities and Exchange Commission américaine au titre de la loi américaine. Sarbanes-Oxley Act de 2002). Ces indicateurs non strictement comptables sont notamment conformément à l'exemption accordée par la réglementation américaine (Rule 100(c) of Regulation G)

### **Contact presse**

Laurent Obadia - Sandrine Guendoul  
Tél. + 33 171 75 12 52

Retrouvez les communiqués de presse sur notre site : [veolia.com](http://veolia.com) et [finance.veolia.com](http://finance.veolia.com)

---

<sup>8</sup> Y compris désendettement lié au passage en mise en équivalence des Eaux de Berlin pour 1,4 milliard d'euros



## RESULTATS PAR SECTEUR OPERATIONNEL

## EAU

## CHIFFRE D'AFFAIRES

Au 30 juin 2013 (en millions d'euros)	Au 30 juin 2012 retraité (en millions d'euros)	Variation 2013/2012	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
5 000,4	5 243,7	-4,6%	-3,7%	0,3%	-1,2%

Le chiffre d'affaires de la Division Eau est en recul de -3,7% à périmètre et change constants (-4,6% en courant), essentiellement expliqué par la baisse de l'activité Travaux partiellement compensée par l'effet favorable des hausses de tarifs en France et en Europe Centrale.

- Pour les activités Exploitation, le chiffre d'affaires est stable à -0,2% à périmètre et change constants (-1,1% en courant), et hors activités Travaux, en progression de l'ordre de +1,6% à périmètre et change constants (+0,7% en courant). La relative stabilité reflète des tendances contraires :

En **France**, le chiffre d'affaires baisse de 45,5 millions d'euros soit -2,5% hors effet de périmètre (-2,8% en courant) en lien avec le ralentissement de l'activité Travaux, l'érosion contractuelle et la baisse des volumes vendus (-1,9% sur le semestre) accentuée par les effets climatiques malgré un effet favorable des indexations par rapport à 2012.

A l'**international**, le chiffre d'affaires, est en légère hausse (1,6% à change et périmètre constants) et stable à 0,2% en courant. En Europe, l'activité est en hausse (4,0% à change et périmètre constants et en courant) avec de bonnes performances en République Tchèque liées aux hausses tarifaires et à une évolution favorable des volumes en Allemagne. Au Royaume-Uni, l'activité est pénalisée par la fin de contrats de Travaux. Le chiffre d'affaires en Asie-Pacifique recule de -7,5% à change et périmètre constants (-14,9% en courant) en raison de la baisse de l'activité Travaux en Corée et au Japon. Aux Etats-Unis, la progression de 6,2% à périmètre et change constants (4,8% en courant) bénéficie de la bonne tenue des contrats industriels.

- Les activités Technologies et Réseaux sont en fort retrait de -10,4% à périmètre et change constants (-11,3% en courant). L'activité est principalement affectée par l'achèvement de nombreux contrats en France et à l'international dans l'activité « Design and Build », ainsi qu'à la moindre contribution cette année du contrat de Hong Kong Sludge. L'activité de la SADE est affectée par les conditions climatiques défavorables en France et en Belgique. Les prises de commande sont toutefois en hausse de 22,8% par rapport à juin 2012 et s'élèvent à environ 2 milliards d'euros sur le 1er semestre 2013.

## PERFORMANCE OPERATIONNELLE

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2013	Au 30 juin 2012 <i>retraité</i>	Variation en courant	Variation change constant
Capacité d'autofinancement opérationnelle	430,3	446,3	-3,6%	-3,2%
Taux de marge CAFOP	8,6%	8,5%		
Résultat opérationnel récurrent *	230,6	238,1	-3,2%	-3,2%
Résultat opérationnel	209,2	179,5	16,5%	16,5%
Taux de marge RESOP	4,2%	3,4%		

\* y compris QP de résultat net récurrent des co-entreprises et des entreprises associées.

<sup>9</sup> La clôture semestrielle 2013 est marquée par l'application anticipée des normes IFRS 10, 11 et 12 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. L'application de ces normes a un impact significatif sur la présentation des Etats financiers consolidés puisque les co-entreprises détenues par le groupe, auparavant consolidées en intégration proportionnelle sont dorénavant mises en équivalence. Le Groupe a ainsi procédé à un retraitement des comptes au 30 juin 2012. Par ailleurs pour assurer la comparabilité des exercices les comptes du 1<sup>er</sup> semestre 2012 ont été retraités des cessions en cours ou réalisées : voir page 13 de ce communiqué de presse

<sup>10</sup> Voir définitions page 14 du communiqué de presse

La **capacité d'autofinancement opérationnelle** s'élève à 430,3 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 446,3 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité, soit une baisse de -3,2% à change constant (-3,6% en courant).

Le retrait de la capacité d'autofinancement opérationnelle s'explique essentiellement

- par l'érosion contractuelle et la baisse des volumes en France,
- par la baisse de la profitabilité de nos activités allemandes du fait de l'évolution défavorable des marges sur l'électricité,
- par la non récurrence de l'activité exceptionnelle enregistrée au Japon en 2012 suite au tremblement de terre,
- et par la dégradation de la marge sur le contrat Hong Kong dans les activités Technologies et Réseaux.

Elle bénéficie notamment de :

- l'impact net des plans de réductions des coûts,
- la bonne tenue des contrats industriels aux Etats-Unis,
- la non récurrence des pertes de valeur sur créances clients et des coûts liés à la séparation des activités régulées au Royaume-Uni qui avaient été enregistrés sur le 1er semestre 2012,
- et la progression des activités en Europe Centrale et Orientale liée aux hausses tarifaires.

Le **résultat opérationnel récurrent** ressort à 230,6 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 238,1 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité, soit un retrait de -3,2% à change constant (-3,2% en courant). Outre la variation de la capacité d'autofinancement opérationnelle, le résultat opérationnel récurrent est pénalisé par des dotations pour risques opérationnels et contractuels notamment aux Etats-Unis. Ces effets sont compensés par la réalisation de la plus-value de cession constatée sur la cession des activités au Portugal.

Les dotations nettes de reprises aux provisions opérationnelles s'élèvent à -23,7 millions d'euros au 30 juin 2013 contre +9,5 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité.

Les dotations nettes aux amortissements s'élèvent à -210,7 millions d'euros au 30 juin 2013 contre -216,1 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité.

L'impact net sur le résultat opérationnel des **plans de réductions des coûts** (Convergence) est de 36 millions d'euros au titre du 1er semestre 2013.

## PROPRETE

### CHIFFRE D'AFFAIRES

Au 30 juin 2013 (en millions d'euros)	Au 30 juin 2012 retraité (en millions d'euros)	Variation 2013/2012	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
3 984,7	4 206,9	-5,3%	-3,0%	-1,2%	-1,1%

Malgré une bonne résistance sur le deuxième trimestre 2013, le chiffre d'affaires de la Division Propreté diminue de -3,0% à périmètre et change constants (-5,3% en courant) à fin juin 2013 par rapport à fin juin 2012 retraité, contre -4,6% à périmètre et change constants au 31 mars 2013. La baisse du chiffre d'affaires est le reflet, d'une part, de la baisse du prix et des volumes des matières premières recyclées pour -2,3%, et d'autre part, de la baisse du niveau d'activité de -1,1%, principalement sur l'activité Collecte.

- En **France**, le chiffre d'affaires est en recul de -4,9% en courant et à périmètre constant, sous l'effet de l'évolution défavorable des prix de matières (papiers et métaux) et des volumes.
- A **l'international**, le chiffre d'affaires diminue de -1,6 % à périmètre et change constants (-5,5% en courant). Le chiffre d'affaires de l'Allemagne recule de -10,9% à périmètre constant (-10,5% en courant) sous l'effet combiné d'une baisse des prix et des volumes des matières et d'une évolution économique défavorable dans les secteurs industriel et commercial. Le chiffre d'affaires du Royaume-Uni progresse de 1,7% à périmètre et change constants (-1,8% en courant) tiré par la progression des contrats intégrés (PFI). En Amérique du Nord, le chiffre d'affaires bénéficie de l'activité soutenue des déchets spéciaux ainsi que pour les secteurs industriels, des secteurs de la pétrochimie et du raffinage. En Australie, le chiffre d'affaires est en croissance de 6,8% à périmètre et change constants (2,2% en courant) porté notamment par le dynamisme du secteur minier.

## PERFORMANCE OPERATIONNELLE

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2013	Au 30 juin 2012 retraité	Variation en courant	Variation à change constant
Capacité d'autofinancement opérationnelle	404,1	438,0	-7,8%	-6,7%
Taux de marge CAFOP	10,1%	10,4%		
Résultat opérationnel récurrent *	157,8	165,8	-4,8%	-3,3%
Résultat opérationnel	89,0	132,4	-32,8%	-30,9%
Taux de marge RESOP	2,2%	3,1%		

\* y compris QP de résultat net récurrent des co-entreprises et des entreprises associées.

La **capacité d'autofinancement opérationnelle** s'élève à 404,1 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 438,0 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité, soit une diminution de 6,7% à change constant (-7,8% en courant).

Au 30 juin 2013, la capacité d'autofinancement opérationnelle diminue sous l'effet essentiellement du contexte macro-économique difficile et du différentiel défavorable des prix des matières recyclées.

Ces éléments sont compensés par :

- l'impact net des plans de réductions des coûts,
- et le retournement des difficultés opérationnelles et des coûts de restructurations afférents notamment en Italie et dans la zone Afrique Moyen-Orient.

Le **résultat opérationnel récurrent** ressort ainsi à 157,8 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 165,8 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité, soit un retrait de -3,3% à change constant (-4,8% en courant). Il s'explique par la variation de la capacité d'autofinancement compensée par les variations favorables sur les provisions opérationnelles.

Les reprises nettes de dotations aux provisions opérationnelles s'élèvent, en effet, à +16,6 millions d'euros au 30 juin 2013 contre une dotation nette de -17,5 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité.

Les dotations nettes aux amortissements s'élèvent à -279,1 millions d'euros au 30 juin 2013 contre -276,6 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité.

L'impact net sur le résultat opérationnel des **plans de réductions des coûts** (Convergence) est de 14 millions d'euros au titre du 1er semestre 2013.

## SERVICES A L'ENERGIE

### CHIFFRE D'AFFAIRES

Suite à l'application des normes IFRS 10 et 11, le chiffre d'affaires des Services à l'Energie comprend :

- 100% du revenu des activités de Dalkia France,
- le revenu des activités américaines détenues à 100% par le Groupe.

Au 30 juin 2013 (en millions d'euros)	Au 30 juin 2012 retraité (en millions d'euros)	Variation 2013/2012	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
1 972,3	1 914,3	3,0%	4,4%	-1,3%	-0,1 %

Le chiffre d'affaires est en croissance (4,4% à périmètre et change constants et 3,0% en courant) sous l'effet favorable du prix des énergies (de l'ordre de 38 millions d'euros par rapport au 30 juin 2012 retraité) et à un effet climatique favorable sur la France, et ce dans un contexte commercial difficile.

- En **France**, le chiffre d'affaires est en hausse 3,7% à périmètre constant (2,3% en courant) sous l'effet de la hausse du prix des énergies combiné à un effet climatique favorable et à la bonne tenue de l'activité Travaux.

- Aux **Etats-Unis**, le chiffre d'affaires est en forte croissance de 13,9% à périmètre et change constants (12,4% en courant) grâce, d'une part, à un effet prix favorable du gaz et de l'électricité, et d'autre part, à la hausse des volumes de vapeur vendus suite à un retour à des conditions climatiques rigoureuses par rapport à un premier semestre particulièrement doux en 2012.

## PERFORMANCE OPERATIONNELLE

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2013	Au 30 juin 2012 retraité	Variation en courant	Variation à change constant
Capacité d'autofinancement opérationnelle	154,9	157,1	-1,4%	- 1,2%
Taux de marge CAFOP	7,9%	8,2%		
Résultat opérationnel récurrent *	176,7	65,2	171,1%	172,2%
Résultat opérationnel	108,7	119,6	-9,1%	-9,0%
Taux de marge RESOP	5,5%	6,2%		

\* y compris QP de résultat net récurrent des co-entreprises et des entreprises associées.

La **capacité d'autofinancement opérationnelle** s'élève à 154,9 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 157,1 millions d'euros au 30 juin 2012 retraitée, soit une diminution de -1,2% à change constant et -1,4% en courant.

Les effets favorables du prix des énergies et les actions qui ont été menées pour améliorer les marges, notamment l'achat d'énergies, ont permis d'absorber les conséquences de l'attrition du portefeuille commercial, ainsi que éléments de contexte et réglementaires défavorables, comme l'arrêt programmé des Cogénérations Gaz.

Le **résultat opérationnel récurrent** ressort à 176,7 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 65,2 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité. Il augmente sous l'effet de la contribution favorable des activités de Dalkia International :

- en Europe Centrale et Orientale grâce à un double effet, prix et climatique favorable dans l'ensemble des pays de la zone en dépit de la réduction des subventions à la production d'électricité à base d'énergies renouvelables en Pologne et République Tchèque ;
- au redressement des résultats de l'Italie dû à la restructuration réalisée et aux pertes de valeur des créances et des charges à payer en Italie qui avaient été constatées au 30 juin 2012 pour 89 millions d'euros.

Les dotations nettes de reprises aux provisions opérationnelles s'élèvent à 3,8 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 8 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité.

Les dotations nettes aux amortissements s'élèvent à -51,3 millions d'euros au 30 juin 2013 contre -46,8 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité.

Enfin l'impact net sur le résultat opérationnel des **plans de réductions de coûts** (Convergence) est de 24 millions d'euros au 30 juin 2013.

## AUTRES

### CHIFFRE D'AFFAIRES

Les activités Autres regroupent certains contrats de multiservices industriels ainsi que les différentes holdings du Groupe :

Au 30 juin 2013 (en millions d'euros)	Au 30 juin 2012 retraité (en millions d'euros)	Variation 2013/2012	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
116,4	83,4	39,6%	6,0%	33,6%	-

La croissance du secteur opérationnel « Autres » de 6,0% à périmètre et change constants (39,6% en courant) s'explique essentiellement par l'entrée en phase d'exploitation d'un contrat industriel significatif.

## RECONCILIATION DES DONNEES PUBLIEES AU 30 JUIN 2012 AVEC LES DONNEES RETRAITEES

<i>en millions d'euros</i>	<b>30 juin 2012 publié</b>	retraitement IFRS5 <sup>(1)</sup>	retraitement IFRS 10 & 11	retraitement IAS 19r	<b>30 juin 2012 retraité</b>
Chiffre d'affaires	<b>14 781</b>	-4	-3 329		<b>11 448</b>
Capacité d'autofinancement opérationnelle	<b>1 384</b>	23	-401		<b>1 006</b>
Résultat opérationnel	<b>523</b>	47	-202	5	<b>373</b>
Résultat opérationnel après quote- part de résultat net des entreprises mises en équivalence <sup>(2)</sup>	<b>523</b>	38	-231	5	<b>335</b>
Résultat opérationnel récurrent <sup>(3)</sup>	<b>631</b>	15	-232	5	<b>419</b>
Résultat net <sup>(4)</sup>	<b>153</b>		4	5	<b>162</b>
Résultat net récurrent <sup>(4)</sup>	<b>8</b>	1	4	5	<b>18</b>
Investissements bruts	<b>1 348</b>		-404		<b>944</b>
Cash flow libre	<b>348</b>		+204		<b>552</b>
Endettement financier net	<b>14 693</b>		-2 331		<b>12 362</b>
Prêts consentis aux co-entreprises	-	-	+3 648	-	<b>3 648</b>
Endettement financier net ajusté	-	-	-	-	<b>8 714</b>

<sup>(1)</sup> Eau Maroc, Eaux de Berlin et Eolfi

<sup>(2)</sup> Y compris quote-part de résultat net des co-entreprises et entreprises associées au 30 juin 2012 retraité

<sup>(3)</sup> Y compris quote-part de résultat net récurrent des co-entreprises et entreprises associées au 30 juin 2012 retraité

<sup>(4)</sup> Parts de propriétaires de la société Mère

## DEFINITIONS COMPTABLES

### Indicateurs strictement comptables (« GAAP » : IFRS)

La capacité d'autofinancement totale telle qu'indiquée dans le tableau des flux de trésorerie est composée de trois éléments : la capacité d'autofinancement opérationnelle intégrant les charges et produits opérationnels encaissés et décaissés (« cash »), la capacité d'autofinancement financière incluant les éléments financiers cash des autres revenus et charges financiers, et la capacité d'autofinancement des activités non poursuivies intégrant les charges et produits opérationnels et financiers cash reclassés en résultat net des activités non poursuivies en application de la norme IFRS 5. La capacité d'autofinancement opérationnelle n'inclut pas la quote-part des sociétés mises en équivalence.

Le taux de marge RESOP est défini comme étant le ratio résultat opérationnel / produits des activités ordinaires des activités poursuivies.

Le coût de l'endettement financier net représente le coût de l'endettement financier brut, y compris les résultats de couverture de taux et de change y afférent, diminué du résultat de la trésorerie nette.

Le résultat net des activités non poursuivies est l'ensemble des charges et produits nets d'impôt rattachés aux activités cédées ou en cours de cession, conformément à la norme IFRS 5.

### Indicateurs non strictement comptables (« non GAAP »)

Par ailleurs, le Groupe utilise pour ses besoins de gestion des agrégats à caractère non strictement comptable (« indicateurs non GAAP ») qui sont des indicateurs pertinents des performances opérationnelles et financières du Groupe ;

Les nouvelles normes IFRS 10, 11 et 12 ont modifié ou ont généré de nouveaux indicateurs décrits ci-dessous :

- Suite à l'application des nouvelles normes, les financements internes consentis aux co-entreprises ne sont pas déduits de l'Endettement financier net. Les financements internes non éliminés sont enregistrés au bilan en prêts et créances financières. Dans la mesure où ces prêts et créances ne sont pas considérés dans la définition du Groupe comme Trésorerie ou équivalent de Trésorerie et que ces partenariats ne génèrent plus de flux strictement opérationnels dans les comptes du Groupe, le Groupe utilise désormais en complément de l'Endettement financier net la notion d'Endettement financier net Ajusté. L'Endettement financier net Ajusté correspond ainsi à l'Endettement Financier Net diminué des prêts et créances aux co-entreprises ;
- Le résultat opérationnel récurrent correspond au résultat opérationnel après quote-part de résultat net récurrent des entités mises en équivalence, ajusté des pertes de valeur sur écarts d'acquisition, des écarts d'acquisitions négatifs constatés en résultat et de certains autres éléments définis comme non récurrents. Un élément comptable est non récurrent s'il n'a pas vocation à se répéter à chaque exercice et s'il modifie substantiellement l'économie d'une ou plusieurs unités génératrices de trésorerie ;

Les autres agrégats, non impactés par les nouvelles normes, se définissent comme suit :

- Le terme "croissance interne" (ou « à périmètre et change constant ») recouvre la croissance résultant :
  - du développement d'un contrat existant, notamment du fait de la hausse des tarifs et/ou volumes distribués ou traités,
  - des nouveaux contrats,
  - des acquisitions d'actifs affectés à un contrat ou un projet particulier.
- Le terme "croissance externe" recouvre les acquisitions (intervenues sur l'exercice présent ainsi que celles ayant eu un effet partiel sur l'exercice passé), nettes de cessions, d'entités et/ou d'actifs utilisés sur différents marchés et/ou détenant un portefeuille de contrats multiples.
- Le terme "variation à change constant" recouvre la variation résultant de l'application des taux de change de la période précédente sur l'exercice actuel, toutes choses restant égales par ailleurs.
- L'endettement financier net (EFN) représente la dette financière brute (dettes financières non courantes, courantes et trésorerie passive) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie et hors réévaluation des dérivés de couverture de la dette ;
- Le taux de financement est défini comme étant le coût de l'endettement financier net hors variation de juste valeur des instruments non qualifiés de couverture rapporté à la moyenne de l'endettement financier net mensuel de la période, y compris coût de l'endettement financier des activités non poursuivies ;
- Le levier EFN ajusté est défini comme étant le ratio de l'Endettement financier net ajusté / capacité d'autofinancement + remboursements des actifs financiers opérationnels ;
- Le résultat net récurrent attribuable aux propriétaires de la société mère correspond au résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère ajustés des pertes de valeur sur écarts d'acquisition, des écarts d'acquisitions négatifs constatés en résultat et de certains autres éléments définis comme non

récurrents. Un élément comptable est non récurrent s'il n'a pas vocation à se répéter à chaque exercice et s'il modifie substantiellement l'économie d'une ou plusieurs unités génératrices de trésorerie ;

- La marge de capacité d'autofinancement opérationnelle est définie comme étant le ratio capacité d'autofinancement opérationnelle/produits des activités ordinaires des activités poursuivies ;
- Le free cash flow ou cash flow libre correspond au cash généré (somme de la capacité d'autofinancement totale et du remboursement des actifs financiers opérationnels) net de la prise en compte de la partie cash des éléments suivants : (i) variation du BFR opérationnel, (ii) opérations sur capitaux propres (variations de capital, dividendes versés et reçus), (iii) investissements nets de cessions, (iv) variation des créances et autres actifs financiers, (v) intérêts financiers nets versés et (vi) impôts versés.
- Les investissements nets tels que pris en compte dans le tableau de variation d'EFN incluent les investissements industriels nets de cessions industrielles (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nettes de cessions), les investissements financiers nets de cessions financières (acquisitions d'actifs financiers nettes de cessions et y compris l'endettement net des sociétés entrantes et sortantes), les acquisitions nettes de cessions partielles résultant des transactions entre actionnaires ne modifiant pas le contrôle, les nouveaux actifs financiers opérationnels, le remboursement des actifs financiers opérationnels. La notion d'investissements nets prend également en compte les augmentations de capital souscrites par les minoritaires. Le Groupe dissocie les investissements de croissance qui génèrent du cash-flow supplémentaire des investissements de maintenance qui correspondent aux investissements de renouvellement de matériels et d'installations exploitées par le Groupe.

## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE (ACTIF)

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE ACTIF (en millions d'euros)	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012 retraité <sup>(1)</sup>	Au 1 <sup>er</sup> janvier 2012 retraité <sup>(1)</sup>
Goodwill	3 793,5	3 911,9	4 796,2
Actifs incorporels du domaine concédé	2 318,0	2 373,1	2 219,3
Autres actifs incorporels	851,1	926,3	1 014,9
Actifs corporels	4 526,1	4 706,3	6 497,4
Participations dans les co-entreprises	2 783,2	2 721,2	2 939,6
Participations dans les entreprises associées	431,6	477,7	360,8
Titres de participation non consolidés	43,3	47,0	65,4
Actifs financiers opérationnels non courants	2 000,4	2 215,9	2 091,5
Instruments dérivés non courants - Actif	245,7	280,0	745,0
Autres actifs financiers non courants	1 944,8	2 441,3	2 864,6
Impôts différés actifs	1 041,9	1 018,7	1 065,0
<b>Actifs non courants</b>	<b>19 979,6</b>	<b>21 119,4</b>	<b>24 659,7</b>
Stocks et travaux en cours	647,0	614,9	664,5
Créances d'exploitation	8 295,5	8 573,8	8 836,5
Actifs financiers opérationnels courants	154,6	167,0	165,2
Autres actifs financiers courants	1 724,4	1 488,6	978,9
Instruments dérivés courants - Actif	52,5	45,4	49,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 683,4	4 998,0	5 025,4
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	1 953,1	1 469,6	687,5
<b>Actifs courants</b>	<b>16 510,5</b>	<b>17 357,3</b>	<b>16 407,6</b>
<b>Total actif</b>	<b>36 490,1</b>	<b>38 476,7</b>	<b>41 067,3</b>

<sup>(1)</sup> Les normes de consolidation IFRS 10, 11 & 12, ainsi que la révision de la norme IAS 19 « avantages au personnel » prévoient une application rétrospective aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013. En conséquence, les états financiers présentés au titre des exercices comparatifs ont été retraités.



## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE (PASSIF)

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE PASSIF (en millions d'euros)	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012 retraité <sup>(1)</sup>	Au 1 <sup>er</sup> janvier 2012 retraité <sup>(1)</sup>
Capital	2 744,4	2 610,4	2 598,2
Primes	7 851,2	8 466,3	9 796,2
Réserves et résultat attribuables aux propriétaires de la société mère	-2 236,5	-3 970,5	-5 386,9
Total des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	8 359,1	7 106,2	7 007,5
Total des capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	1 405,0	1 391,4	1 532,8
Capitaux propres	9 764,1	8 497,6	8 540,3
Provisions non courantes	1 835,3	1 792,9	1 793,8
Dettes financières non courantes	10 111,4	12 131,3	14 213,3
Instruments dérivés non courants - Passif	147,6	186,8	156,8
Impôts différés passifs	993,8	1 010,3	1 465,1
Passifs non courants	13 088,1	15 121,3	17 629,0
Dettes d'exploitation	8 523,2	9 562,8	9 897,8
Provisions courantes	455,8	466,7	533,6
Dettes financières courantes	3 507,6	3 606,1	3 753,2
Instruments dérivés courants - Passif	50,7	73,6	85,0
Trésorerie passive	260,9	252,7	390,5
Passifs classés comme détenus en vue de la vente	839,7	895,9	237,9
Passifs courants	13 637,9	14 857,8	14 898,0
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>36 490,1</b>	<b>38 476,7</b>	<b>41 067,3</b>

<sup>(1)</sup> Les normes de consolidation IFRS 10, 11 & 12, ainsi que la révision de la norme IAS 19 « avantages au personnel » prévoient une application rétrospective aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013. En conséquence, les états financiers présentés au titre des exercices comparatifs ont été retraités.

## COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2013	Au 30 juin 2012 retraité <sup>(1) (3)</sup>
Produit des activités ordinaires	11 073,8	11 448,3
dont revenus des actifs financiers opérationnels	91,0	92,2
Coûts des ventes	-9 300,4	-9 575,7
Coûts commerciaux	-264,0	-263,9
Coûts généraux et administratifs	-1 158,1	-1 231,7
Autres charges et produits opérationnels	12,6	-4,0
Résultat opérationnel	363,9	373,0
Quote-part de résultat net dans les entités mises en équivalence	109,1	-38,3
Dont quote-part de résultat net des co-entreprises	96,8	-42,9
Dont quote-part de résultat net des entreprises associées	12,3	4,6
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net dans les entités mises en équivalence	473,0	334,7
Charges de l'endettement financier	-328,1	-327,0
Produits de trésorerie et des équivalents de trésorerie	22,5	30,3
Autres revenus et charges financiers	13,4	23,5
Impôts sur le résultat	-76,1	-82,3
Quote-part de résultat net des autres entités mises en équivalence	-	-
Résultat net des activités poursuivies	104,7	-20,8
Résultat net des activités non poursuivies	-16,4	211,3
Résultat net	88,3	190,5
Part des propriétaires de la société mère	3,6	162,2
Part des participations ne donnant pas le contrôle	84,7	28,3

(en euros)		
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère par action <sup>(2)</sup>		
Dilué	-0,03	0,32
Non dilué	-0,03	0,32
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère des activités poursuivies par action <sup>(2)</sup>		
Dilué	0,01	-0,12
Non dilué	0,01	-0,12
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère des activités non poursuivies par action <sup>(2)</sup>		
Dilué	-0,04	0,44
Non dilué	-0,04	0,44

<sup>(1)</sup> Conformément à la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », les comptes de résultat :

- des activités en cours de cession soit :
  - les activités d'éclairage public urbain (société Citelum) appartenant à la Division Services à l'Energie ;
  - l'activité Eau au Maroc ;
  - la quote-part de résultat net de l'entreprise associée des Eaux de Berlin.
- des activités cédées soit :
  - l'activité Eau régulée au Royaume-Uni dans la Division Eau cédée en juin 2012 ;
  - l'activité Déchets Solides aux Etats-Unis dans la Division Propreté cédée en novembre 2012 ;
  - les activités d'énergie éolienne américaines cédées en décembre 2012 ;
  - les activités d'énergie éolienne européennes cédées en février 2013 ;

ont été présentés, au 30 juin 2012, rétrospectivement sur une ligne distincte « Résultat net des activités non poursuivies » (Voir note 3 et 23).

<sup>(2)</sup> En application de la norme IAS 33, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pris en compte dans le calcul du résultat net par action pour 2012 est ajusté suite à la distribution de dividendes en actions intervenue en juin 2013. Le nombre ajusté s'établit à 507,7 millions d'actions (dilué et non dilué) au 30 juin 2012.

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe ajusté de l'exercice attribuable aux actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions composant le capital en circulation pendant l'exercice. En application de la norme IAS 33.9 et 12, le résultat net part du Groupe ajusté prend en compte le coût du coupon attribuable aux porteurs de titres super subordonnés émis par Veolia Environnement.

Au 30 juin 2013, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation s'établit à 510 034 028 (dilué et non dilué).

<sup>(3)</sup> Les normes de consolidation IFRS 10, 11 & 12, ainsi que la révision de la norme IAS 19 « avantages au personnel » prévoient une application rétrospective aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013. En conséquence, les états financiers présentés au titre des exercices comparatifs ont été retraités.

## ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2013	Au 30 juin 2012 retraité <sup>(1)</sup>
Résultat net	88,3	190,5
Amortissements, provisions et pertes de valeurs opérationnels	593,4	656,8
Amortissements et pertes de valeurs financiers	16,1	1,3
Plus ou moins-values de cessions et de dilution	-17,2	-271,4
Quote-part dans le résultat des co-entreprises	-97,0	79,0
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	-21,9	-4,8
Dividendes reçus	-1,6	-1,5
Coût de l'endettement financier net	317,8	316,9
Impôts	80,7	96,0
Autres éléments	30,0	91,3
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>988,6</b>	<b>1 154,1</b>
Variation du besoin en fonds de roulement	-748,8	-499,8
Impôts versés	-123,3	-97,8
<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité</b>	<b>116,5</b>	<b>556,5</b>
<b>Dont flux nets de trésorerie générés par l'activité des activités non poursuivies</b>	<b>-14,6</b>	<b>44,3</b>
Investissements industriels	-525,5	-697,9
Cessions d'actifs industriels	30,4	25,6
Investissements financiers	-3,3	-54,5
Cessions d'actifs financiers	85,7	650,5
Actifs financiers opérationnels		
Nouveaux actifs financiers opérationnels	-75,6	-89,5
Remboursements d'actifs financiers opérationnels	94,6	95,4
Dividendes reçus (incluant les dividendes reçus des co-entreprises et des entreprises associées)	75,6	73,4
Créances financières non courantes décaissées	-489,6	-116,9
Créances financières non courantes remboursées	11,2	17,2
Variation des créances financières courantes	139,9	-29,7
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>-656,6</b>	<b>-126,4</b>
<b>Dont flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités non poursuivies</b>	<b>-31,9</b>	<b>615,9</b>
Variation des dettes financières courantes	-599,0	-551,3
Nouveaux emprunts et autres dettes non courantes	81,3	1 112,1
Remboursements d'emprunts et autres dettes non courantes	-1 180,6	-1 183,5
Augmentation de capital	0,4	0,2
Réduction de capital	-	-
Transactions entre actionnaires : acquisitions partielles	-8,5	-80,0
Transactions entre actionnaires : cessions partielles	1,3	1,9
Emission de titres super subordonnés	1 470,2	-
Coupons sur les titres super subordonnés	-16,6	-
Mouvements sur actions propres	-	-
Dividendes versés	-171,6	-403,5
Intérêts financiers versés	-459,5	-454,3
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>-882,6</b>	<b>-1 558,4</b>
<b>Dont flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités non poursuivies</b>	<b>-38,5</b>	<b>568,6</b>
Trésorerie d'ouverture	4 745,3	4 634,9
Effets de change et divers	99,9	-35,5
<b>Trésorerie de clôture</b>	<b>3 422,5</b>	<b>3 471,1</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 683,4	3 916,1
Trésorerie passive	260,9	445,0
<b>Trésorerie de clôture</b>	<b>3 422,5</b>	<b>3 471,1</b>

<sup>(1)</sup> Les normes de consolidation IFRS 10, 11 & 12, ainsi que la révision de la norme IAS 19 « avantages au personnel » prévoient une application rétrospective aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013. En conséquence, les états financiers présentés au titre des exercices comparatifs ont été retraités.